



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports

CAP DES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES

DU 26 AVRIL 2017

Depuis les élections de décembre 2014, la CFDT siège pour l'ensemble des grades d'attaché d'administration de l'Etat de la CAP.

Contactez les représentants de votre grade pour que votre corps d'appartenance et votre dossier soit défendu !

VOS REPRESENTANTS CFDT :

GRADE	NOM	AFFECTATION	Titulaire / Suppléant
Hors Classe	MENDES DA COSTA Maurice maurice.mendes@social.gouv.fr	DRH	Titulaire
Hors Classe	LIDUENA Bernard bernard.liduen@sg.social.gouv.fr	DICOM	Suppléant
Attaché Principal	CASTAGNO Thierry thierry.castagno@social.gouv.fr	DGCS	Titulaire
Attaché Principal	CHAMBON Cédric cedric.chambon@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Auvergne- Rhône-Alpes	Suppléant
Attachée	GALABRUN Emeline emeline.galabrun@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Occitanie	Titulaire
Attaché	L'HOMEL Stéphane stephane.lhomel@sg.social.gouv.fr	DFAS	Suppléant

La commission est présidée par M. Yvon BRUN.

Les organisations syndicales représentatives des attachés, CFDT CGT et UNSA s'associent pour une déclaration liminaire commune de revendications, malheureusement déjà exprimées lors des dernières CAP :

1. La Doctrine d'emploi du corps des attachés :

Les attachés des ministères sociaux sont des cadres généralistes et/ou spécialistes pouvant exercer tant des fonctions supports que sur le champ des politiques publiques.

Les parcours professionnels des attachés sont actuellement particulièrement difficiles à construire, par l'absence de gestion des carrières par l'Administration. Nombreux sont les attachés principaux qui cherchent un poste avec des débouchés intéressants suite à la réussite au principalat, que ce soit en Centrale comme en Services Déconcentrés. Nombreux sont également les attachés qui souhaitent pouvoir exercer des missions valorisables lors du passage de l'examen professionnel du grade d'attaché principal.

L'administration avait annoncé il y a un peu plus d'un an, un travail en cours sur la doctrine d'emploi par Mme Ingrid FAURE. Les organisations syndicales demandent l'obtention des travaux effectués et la projection d'applications d'une future doctrine d'emploi pour permettre la projection et le déroulement de réelles carrières pour les attachés.

2. Les Conseillers d'Administration des Affaires Sociales (CAS)

Une des pistes envisageables pour la construction de parcours professionnels des attachés serait de permettre aux attachés et attachés principaux de nos ministères d'accéder au statut d'emploi de conseiller d'administration des affaires sociales, en service déconcentré comme en AC. Nous demandons donc l'ouverture et la saturation des emplois existants, voire l'extension du nombre de ces emplois, et la définition de critères de sélection clairs.

Sur ce sujet aussi, vous nous avez déjà dit travailler sur un état des lieux et sur la définition de critères. Pouvez-vous nous donner le résultat de ces travaux ?

3. Le RIFSEEP :

C'est non sans surprise que les organisations syndicales vous avertissent des recours à venir (qui seront soutenues) et qui s'ajouteront à ceux en cours, pour les générations d'attachés 2010, 2011, 2012 et 2013 du ministère du travail, sacrifiées en termes de régime indemnitaire.

Nous leur lançons par la présente déclaration un appel à se signaler auprès de nous.

Ces générations ayant connus l'application de la PFR à 80 % du régime indemnitaire précédent et plusieurs vagues d'enveloppes indemnitaires très faibles se retrouvent au même montant indemnitaire IFSE que les nouveaux entrants.

La PFR prévoyait pourtant la reconnaissance de l'expérience professionnelle avec un passage en bloc 2 induisant une augmentation maximale de 1500 euros annuel du montant indemnitaire.

L'administration déjà interrogée sur rattrapage potentiel d'injustices s'est retranchée derrière des attributions indemnitaires du bloc 2, individuelles et sans critères communs correspondant à la définition d'expérience.

Autant dire que les mesure mise en œuvre jusqu'alors, ne serait-ce que par principe d'équité de traitement sont profondément inéquitables.

Et l'administration en pleine conscience de cette iniquité indique lors du Comité Technique ministériel reconvoqué du 19 Avril 2017 que les agents rentrés au plus tard le 31/12/2013 et qui au 01/01/2016 n'ont pas connu de mobilité fonctionnelle ou géographique depuis 3 ans ou plus pourront bénéficier d'un réexamen de leur IFSE... (effectué en 2017).

Les agents ayant signé leur fiche de repositionnement induit par la réforme territoriale ne seraient pas concernés.

Le montant moyen de revalorisation éventuelle de l'IFSE des agents pré identifiés serait alors de 300 Euros annuel.

Les syndicats sont outrés par le manque de reconnaissance induit par le niveau du montant proposé et le préjudice indemnitaire subit par une réforme qui n'est pas de leur fait.

Ce montant est inférieur à toutes les revalorisations prévues par la circulaire du RIFSEEP (changement de groupe ascendant, changement de grade...) La PFR laissait entrevoir un potentiel de 1500 €.

Les organisations syndicales sont également outrées par la méthode opaque de pré identification relative au réexamen.

Les organisations syndicales vous demandent instamment de revaloriser automatiquement les primes des attachés des générations 2010, 2011, 2012 et 2013 dans les services du ministère du travail et ceux d'un montant minimum de 1500 euros annuel.

Enfin, dans un autre domaine les organisations syndicales réitèrent, pour le prochain avis de vacances de postes, l'intégration du groupe de classement sur les fiches de postes à paraître et la demande d'obtention d'information sur le classement des attachés dans les différents groupe et ceux par service.

Réponses de la DRH et position de la

La doctrine d'emploi doit être réfléchi en lien avec les emplois de CAS, qui sont l'urgence pour la DRH. Un fait certain est que beaucoup de postes à statut d'emploi de CAS restent non ouverts. Sur cette question, la DRH s'interroge sur la localisation des postes CAS et sur les affectations des hors classe sur des emplois de CAS.

Une cartographie est en cours de construction en lien avec les services RH de proximité, avec une réponse attendue pour le 10 mai. Les emplois de CAS seraient une voie possible plutôt pour les APAE car les hors classe sont déjà au même niveau. A terme une liste nationale des emplois sera publiée et aura vocation à évoluer. Elle prendra davantage en compte les services déconcentrés puisque le nombre d'attachés augmente dans ces structures.

Suite à la dernière CAP, la DRH a transmis à la DGAFP une demande de modification de l'arrêté définissant les conditions d'accès au grade à accès fonctionnel d'attaché hors classe. L'objectif est l'ouverture à un plus grand nombre d'agents.

Pour la Cfdt, la doctrine d'emploi est importante car elle doit favoriser la construction de parcours professionnel pour les attachés. Le problème n'est pas simplement d'ouvrir la hors classe au plus grand nombre d'attachés, même si la CFDT approuve, mais surtout de permettre aux attachés principaux d'évoluer vers des fonctions correspondant à leur grade lorsqu'ils accèdent au principalat, ce qui ensuite leur permettra d'envisager la hors classe ou le tour extérieur d'administrateur civil.

Dans le cas des attachés une doctrine d'emploi viserait également la réaffirmation du statut du corps qui indique que les métiers des attachés sont non seulement sur les fonctions supports mais également sur le champ des politiques publiques. Sur ce même grade enfin les risques psychosociaux induits par des postes restés vacants pour des raisons « d'ambiance de service » ne serait pas non plus proposés aux jeunes sortants de l'IRA.

La Cfdt demande à la DRH la nomination d'un chef de projet pour travailler sur la doctrine d'emploi et la constitution d'un groupe de travail avec un planning de travail avec un début avant la fin de l'année 2017.

Sur le RIFSEEP :

L'administration répond que les générations d'attachés 2010, 2011, 2012, 2013 ont connu des années creuse de versement indemnitaire par rapport au versement des générations précédentes. Elle met pour autant de côté les générations 2010 rentrées avant la mise en place de la PFR.

L'administration affirme que le régime précédent étant inscrit dans le passé, c'est maintenant l'IFSE qui pourra porter, non une revalorisation, mais un réexamen des montants indemnitaires de ces générations.

L'administration précise que, selon elle, aucun préjudice n'est créé car tous les agents bénéficieront d'un réexamen au bout de 3 ans sans mobilité.

Enfin, la demande de communication de cartographie des classements par groupe et par service de l'IFSE est à nouveau notée...

La Cfdt: exprime à nouveau son opposition au texte ministériel de gestion pris qui est un frein à la mobilité par cette condition de 3 ans et de poste définitif et va examiner la possibilité de faire remonter l'information de ces freins à la DGAFP.

L'administration oppose une fin de non-recevoir aux organisations syndicales quant à leur demande et propose d'étudier au cas par cas les recours hiérarchiques.

La Cfdt: sera donc également le relais bienveillant avec conseil de ses référents sur le sujet RIFSEEP lors de toutes les demandes des agents.

NB : La future notification du classement en groupe étant un acte administratif, elle pourra être le point de départ de tout recours.

La Cfdt: , sidérée par une normalisation de l'iniquité en matière de reconnaissance de l'expérience et de légitimation de frein à la mobilité de la part de l'administration, va également transmettre par voie hiérarchique un argumentaire indiquant en quoi et dans quel cas cette iniquité est réelle pour les attachés et les autres corps concernés dans nos ministères.

Sur la mobilité:

L'administration précise qu'un projet de bourse ministérielle est en cours de construction à l'instar de la BIAC, en plus de la BIEP, sur la base d'un espace ministériel réservé.

Ce projet initialement interne pourrait être rattaché à un projet de la DGAFP qui garantirait toutefois un temps et espace dédiés aux mutations internes de chaque ministère avant d'ouvrir potentiellement l'information à l'interministériel. Un travail préalable reste à être mené : un travail d'harmonisation entre les différentes procédures des ministères. Ce travail préalable devant tenir compte des procédures calendaires et de nature des différents corps l'administration ne peut pas encore donner un calendrier de réalisation d'une bourse ministérielle.

La Cfdt: demande un groupe de travail sur le thème avant la fin de l'année.

ASSEMBLEE PLENIERE (LES 3 GRADES)

Point n° 1 : Examen des titularisations dans le corps des AAE

Liste des titularisations de lauréats du concours AAE Sauvadet pour l'année 2015 :

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
ACHIBA Fouad	Agence du service civique	18/03/2017
AiT SAïD Youssef	DRDJSCS Hauts-de-France	18/03/2017
BENOIT Marie-Elodie	DFAS	18/03/2017
BERARD Christelle	DIRECCTE de NORMANDIE	18/03/2017
CARREAU Yann	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
COLLEAUX Magali	ARS BRETAGNE	18/03/2017
DECROIX Michael	DIRECCTE Hauts-de-France - UT 59	18/03/2017
FLORENTINY Marie Gilberte	ARS Martinique	18/03/2017
HADJOU Alice	CREPS PACA	18/03/2017
HAURIE Laurent	MNC	01/02/2017
HUBERT Amandine	DJEPVA	18/03/2017
LOUHIBI Leïla	DDCS 72	18/03/2017
MARCHEIX Cécile	ARS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
MARTAIL Audrey	EHESP	18/03/2017
MIZERET Sylvie	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
NAHMANI Nadège	CLEISS	18/03/2017
PEREIRA Gilles	DRH	18/03/2017
PORET Béatrice	DRDJSCS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
ROMANSKI Sylvie	INSEP	18/03/2017
SAGET Vanina	DRJSCS Corse	18/03/2017
THIAM Binta	DDCS 75	18/01/2017
VOLPINI Letizia	CLEISS	28/03/2017

MM. HAURIE et THIAM sont lauréats du concours SAUVADET 2014.

Titularisations au titre de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
FONBAUSTIER Anne-Laure	DRH	01/03/2017
LUCY Rose-Marie	SDFE-DDCSPP 40	01/02/2017

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 1 (AAE + APAE)

Point n° 2 : Examen du tableau d'avancement complémentaire au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au titre de l'année 2017 (choix + examen professionnel).

Suite à l'examen professionnel 2017, sont promus au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
ALIN-LAURIAT, Anaïs	DIRECCTE Hauts-de-France
AVENEL, Marie	DARES
BARBIER, Guénaëlle	DIRECCTE Bretagne-UD29
BARDIN, Nadine	ARS Occitanie
BARRAU, Aurore	DIRECCTE Occitanie
BEGRAND, Marie	DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté-UD21
BOSSUET, CHANTAL	INTEFP
BOURGOIN, Jean-Pierre	ARS Guyane
BRAHIC, Olivier	Direction générale de la santé
BRIERE, Carmen	ARS Grand Est
CAHEN, Juliette	Direction générale de la santé
CHARUAU, Solène	Administration centrale
COMPAIN, Johan	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
COZ, Caroline	Direction de la sécurité sociale
CULOT, Juliette	DIRECCTE Hauts-de-France

DEANA, Sabine	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur-UD13
DEROTTE, Amélie	ARS Grand Est
DUFOUR, Lucie	Direction générale de l'offre de soins
EL HARCHI, Nora	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
EL MISSAOUI, Fatima	DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
FROUDIERE, Pascal	Direction générale de la cohésion sociale
GIRARD CALMELS Françoise	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
GUEGAN, Magali	Cabinet des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
GUILLOU, Virginie	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
HASSAN, Virginie	Mission Insertion des jeunes
HIMELFARB, Natacha	DDCS des Alpes-Maritimes
HOUSSIN, Johan	DRDJSCS Pays de la Loire
JACQUES, Elisabeth	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
JARLES Sylvie	DIRECCTE CENTRE UT 36
JEAN-CHARLES, Pascal	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
KLUCZYNSKI, Patrick	Bureau international santé et protection sociale
LABICHE, Véronique	Unité départementale de la Manche
LE MINOR, Sandrine	Accès & droit au logement
LE MORVAN, Hélène	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
LECHEVIN, Corinne	DIRECCTE Ile-de-France-UD95
LESCOURANT, Régine	Direction des finances, des achats et des services
LOIRE, Joel	DJSCS La Réunion
LOZANO, Fabienne	DIRECCTE Grand Est
MARTIN, Camille	Direction générale de la cohésion sociale
MEQUIN, Priscille	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
MILLON, Hélène	DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes-UD73
MUNOZ, David	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur

OTTAVJ, Sandrine	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
UDIN François	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
PEMBA-MARINE, Cédric	Direction ressources humaines
PERETTI, Irene	DRJSCS Corse
PEYRAS, Géraldine	Institut national de travail, de l'emploi et de la formation prof
PIERRET, Stéphanie	Direction générale de l'offre de soins
RAKOTONDRIAMIHARY, Gidhèle	Direction générale de la santé
ROBERT, Séverine	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
RUE, Virginie	DIRECCTE Ile-de-France-UD94
SACHE, Cécile	Direction de la sécurité sociale
SCHMITT, Celine	Administration centrale
SCHWEITZER Claire	DIRECCTE Pays de la Loire-UD49
SEDDIKI, Smaïne	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
SPECQUE, Olivier	DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais Picardie-UD62
TAYMI, Salima	ARS Bretagne
UNAL-CANITROT, Emmanuelle	Direction ressources humaines
VAILLANT, Elisabeth	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
VASSEUR, Mathilde	DIRECCTE Hauts-de-France
VILDEY, Sophie	Unité départementale de la Manche
ZOUANE, Najat	DIRECCTE Bretagne

L'examen professionnel était ouvert pour 62 postes et 62 promotions sont prononcées.

Pour la promotion au choix, 333 attachés sont promouvables au choix pour 27 postes ouverts seulement. 48% de ces attachés sont en administration centrale, 26% en DIRECCTE, 16% en DRJSCS ou DDCS et 10% en ARS. L'administration a établi des critères de sélection pour objectiver ses propositions:

- 3 points : si encadrement
- 2 points : haut niveau d'expertise
- 2 points : mobilité fonctionnelle ou géographique sur toute la carrière
- 2 points : entrée dans le corps par voie de concours, sinon attribution de 1 point
- 1 point : si l'agent a tenté de passer l'examen professionnel

CR CFDT de la CAP des attachés d'administration des affaires sociales du 26 avril 2017

Néanmoins, la  se refuse à limiter ses propositions aux seuls critères de l'administration et étudie chaque demande de soutien au regard du parcours de l'agent.

Les attachés promus au principalat au choix :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
BAILE Sylvie	DICOM
BENUFFE Lucien	DRH
BOURDONADA Sylviane	DARES
BRAHMI Kadija	DGEF
CAREL Annie Claude	DGT
DUVAL Catherine	DGS
DURAND Luc	DTAS / DGT
FLEURY Bertin	DFAS
MERTENS Cyril	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
PITON Matthieu	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
RABUEL Dominique	DS
TRUFFY Chantal	Division des Cabinets
CHERY RENE-AUBIN Claudia	ARS Guyane
RAES Pascal	ARS Océan Indien
SIHLE Christiane	ARS Centre Val de Loire
CESARI Jean Pierre	DRJSCS Corse
CHAMPROBERT Sylvie	DRJSCS Guadeloupe
DUMOTIER Christian	DRJSCS Hauts de France
GARBE Veronique	DRJSCS Grand Est
LABORDE Colette	DRJSCS Occitanie
PANICO MIALON Dominique	DTAS / DRJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
CLEMENT Christine	DIRECCTE Hauts de France
LE QUERRE Roseline	DIRECCTE Corse
OLIVIER Laurence	DIRECCTE Normandie

PAVION Dominique	DIRECCTE Pays de Loire
ROE PAILLER Rose Marie	DIRECCTE Occitanie
WOIRET Isabelle	DIRECCTE Grand Est

La CFDT a demandé un nouvel examen des dossiers de Marielle ANGLEROT et Hervé PECARRERE.

La CFDT s'est étonnée que certaines grandes directions régionales (DIRECCTE et ARS), ainsi que la DSI, ne proposent aucun agent, ce qui est certainement préjudiciable à la motivation des agents.

Point n° 3 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat.

NOM – PRENOM	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
LE ROHELLEC Alexandra	DDCS de l'Yonne	Personnel direction établissmt	DDCS de l'Yonne	En poste	
FANTHOU Florence	DRH / SD2B	Ingénieur d'études	SD2B		
BENNE Aurélie	Département du Vaucluse	attachée territoriale	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP
BOURGOIGNON Aurélie	Conseil régional Nlle Aquitaine	attachée territoriale	Délégation dép, droits des femmes	01/05/2017	
DA GRACA Elisabeth	Conseil régional IDF	attachée territoriale	DGEFP	01/03/2017	BIEAC 3367
DIALLO Cheik Tidane	Ministère Education nationale	Ingénieur d'études de l'EN	DREES	02/05/2017	BIEAC 3618
EVARD Laetitia	Ministère Education nationale	Ingénieure d'études 2 classe	DSS	01/02/2017	BIEAC 3419
HASSANALY AKBARALY Choelle	CCAS de Champigny Sur Marne	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	01/06/2017	BIEP 2016-47586
HOIBIAN Justine	CH intercommunal Robert Ballanger	attachée hospitalier	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP 2016 - 57801
LECLERC Carole	MDPG- CD de Seine Saint Denis	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	06/03/2017	BIEP 2016 - 52977
LECOMTE Julie	DDT Eure et Loir	Ingénieur agriculture	DGS	01/05/2017	BIEP 2016 - 12728
LEON Celine	Conseil départemental seine Saint denis	Attaché territorial	Service droits des femmes et égalité	01/05/2017	BIEP

MARTIN Marie	CDEF	AA hospitalière	DGS	01/05/2017	BIEP / BIEAC
PENAUD Alexis	CIG	attachée territoriale	DAJ	01/03/2017	BIEP
RENAUX Olivier	CD de l'Aisne	Attaché territorial	ARS des Hauts de France	01/05/2017	BIEP 58923
TAUGOURDAU -JAN Marie Anne	Ministère de l'éducation nationale	Ingénieur d'étude	DIRECCTE		BIEP 60986
VANDEWYNCKE LE Olivier	EDUCATION NATIONALE	Ingénieur d'étude	DGS	15/03/2017	BIEP 53650 BIEAC 3395

La  a voté Pour le détachement de Mireille GRANZOTTO, Raphaëlle STARK et Eric BOUVERGNES, actuellement en poste en DDCS.

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La  constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 4 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat après détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
COZ Caroline	DSS	AAE	DSS	01/02/2017
BRAVACCINI Florence	Région Picardie	Attaché territorial	CNITAAT	01/01/2017
DILLENSCHNEIDER Emilie	Académie de Créteil	Prof certifié	DDCS de l'Allier	19/04/2017
GIRARD CALMELS Françoise	Ecole nationale supérieure sapeurs pompiers	AAE	ARS PACA	16/04/2017

JESOP Sulla	DRJSCS d'Ile-de-France	AAE	DRJSCS d'Ile-de-France	01/07/2017
MARTIN Camille	Université Paris Descartes	AAE	DGCS	01/05/2017
NICOLLE Laurence	ARS Ile-de-France	AAE	ARS Ile--de-France	27/04/2017
TIENVROT Flavie	DJEPVA	Ingénieur d'études	INJEP	01/05/2017
VIALAT Stéphanie	Ministère de l'agriculture	ingénieure d'études	DGEFP	01/05/2017

Point n° 5 : Examen des demandes de mutation des attachés d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail.

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation
DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes	42 - UD Loire	AAE ou IT	CDET	BOULARAN Séverine	DIRECCTE Occitanie - UD 48
	73 - UD Savoie	AAE ou IT	CDET		non pourvu, 2 candidats
	69 – DIRECCTE En infra	AAE ou IT	Chargé de projets alternance et politique de la ville	DUVAL Clément	DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes - UD 43
DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	25 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé de mission expertise RH - SV		Poste retiré
	25 - UD Doubs	1 - IT 2 - AAE	Responsable SAR et renseignements		Poste retiré
	25 - UD Doubs	AAE ou IT	CDET à Montbéliard		non pourvu
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	AAE ou IT	CDET - SV		non pourvu
	56 - UD Morbihan Infrarégional	AAE ou IT	CDET		non pourvu

DIRECCTE Centre Val de Loire	18 - UD Cher	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	45 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé d'études et d'évaluation		La CFDT a voté contre un détachement, car un candidat attaché, donc arbitrage
	45 - DIRECCTE	AAE ou IT	Responsable SRC		Poste retiré
DIRECCTE Corse	2A - DIRECCTE Corse - UR	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Grand Est	88 - UD Vosges	AAE ou IT	CDET	LANDAIS Thierry	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
	51 - UD Marne Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	67 - UD Bas-Rhin Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Hauts de France	80 - UD Somme	AAE ou IT	Responsable IAE		non pourvu
DIRECCTE Ile de France	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission service FSE - 4 postes		non pourvus
	92 - UD Hauts-de- Seine	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint- Denis	AAE ou IT	Pilotage opérationnel de dispositif au service mutations économiques	DUPOMMIE R- ROUILLAR D Elsa	Ministère de l'Equipement

	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Département des politiques de l'emploi – E2C et VAE		non pourvu
	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission développement de l'emploi et des territoires - Handicap		non pourvu
	75 - UD Paris	AAE ou IT	Responsable du service insertion par l'économie		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint-Denis	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission GPEC et appui RH (Pole 3E)		non pourvu
DIRECCTE Nouvelle Aquitaine	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Insertion emploi		non pourvu
	33 - UD Gironde	AAE ou IT	CDET - 2 postes		non pourvu
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - à Limoges	SOUBRIER Chantal	Rectorat de l'académie de Limoges
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - SV		Pourvu par IT
	24 - UD Dordogne	AAE ou IT	CDET	JARDIN Sylvie	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré

	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé d'études		Pourvu par IT
DOM	974 - DIECCTE Réunion	AAE ou IT	Agent de contrôle SRC	DELVIN Raymond	DJSCS Mayotte
	972 - DIECCTE Martinique	AAE ou IT	Chef du SRC		non pourvu
		AAE ou IT	Responsable insertion professionnelle et IAE	GYSELINC K Hélène	DIRECCTE IDF - UD 92
		AAE ou IT	Responsable service jeunes		non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	AAE ou IT	chargé de mission appui RH-TPE		non pourvu
		AAE ou IT ou Contractuel	chargé de mission suivi de l'exécution et contrôle interne FSE	PLAZE Brigitte	Détaché Ministère Agriculture
		AAE ou IT ou Contractuel	Chargé de mission mutations économiques "volet offensif"		non pourvu
	974 - DIECCTE Mayotte	AAE ou IT	Chargé de mission jeunes	QUERAN Guy Hervé	DIRECCTE Normandie - UD Orne
INTEFP	INTEFP	AAE ou IT	Responsable de projet Formations statutaires - préparations concours - SV		non pourvu

Point n° 6 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat

Nom – Prénom	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
ALLAIN Patricia	Ministère de l'éducation nationale	ARS Normandie	18/04/2017	BIEP 57556
DUBOC Roseline	Ministère Outres-Mers	DGS conseiller outre mer	15/04/2017	BIEP 27830
DUVILLE Louisiane	Ministère de l'Intérieur	DRH / BRAGH	01/01/2017	BIEP
FILATRIAU Stéphane	SGAR Hauts de France	ARS Martinique chargé dev RH	01/05/2017	BIEP 58116
IMPE Fabienne	Ministère de l'éducation nationale	DFAS Marchés publics	01/04/2017	BIEP
MARTIN Caroline	Ministère Education nationale	DJEPVA chargé d'info jeunesse	01/03/2017	BIEP 52389
MARTY Claire	Ministère Education nationale	DS	01/04/2017	BIEP
SCHAEFFER Véronique	Ministère de l'environnement	DGCS	01/07/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés de nos ministères pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La , la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps pour GUERNIC Jean-Michel, affecté à la DRH à compter du 1^{er} juillet 2017.

Point n° 7 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat (pour information)

Nom, Prénom	Affectation actuelle	Affectation demandée	Date d'affectation
ARQUILLIERE Charlotte	DGEFP	ARS GRAND EST	01/03/2017

Point n° 8 : Examen des recours.

La  a soutenu trois collègues ayant formé un recours devant la CAP pour des comptes rendus d'entretien professionnel et une demande de télétravail refusée. Nous consulter.

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 2 (APAE + AAHC)

Point n° 9 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Nom - Prénom	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
BERLING Christine	INSERM/Détachement INCA	Ingénieur de recherche	DGS	01/05/2017	BIEP
DERLYN Yann	conseil régional Hauts de France	APAE	DRDFE Hauts de France	06/06/2017	BIEP 52645
DUTREY Marie-Amélie	Conseil régional IDF	directrice territoriale	DGEFP	01/042017	BIEP 58282
FEUILLATRE Benoît	Est Ensemble Grand Paris	Directeur territorial	INJA	15/02/2017	BIEP
POURNOT Marine	CNG (Maison de retraite inter. de Fontenay s/Bois)	Directrice d'établissmt sanitaire soc	DRH /SD1D	01/03/2017	BIEP 57575
ZIMMER Pierre	Département de l'Essonne	Conseiller principal des activités physiques et sportives	Direction des sports	01/03/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

La  constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités

et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 10 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat suite à détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
SAVINA Marielle	DDCS des Yvelines	Attachée territoriale	DDCS des Yvelines	01/02/2017

Point n° 11 : Examen des demandes de mutation des attachés principaux d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes	69 - DIRECCTE	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Responsable des ressources humaines	VADEAU DUCHER Marie-Cécile	DGS (APAE)
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Adjoint Emploi - SV		Pourvu par IT au tableau
	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable Mutécos - SCT - SV		Poste retiré
DIRECCTE Centre Val De Loire	45 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable SRC		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	80 - UD Somme	DT ou DAT au TA ou AAHC ou APAE	Directeur adjoint "pôle emploi insertion"		Non pourvu
	59 - DIRECCTE	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Adjoint au responsable régional des RH		Pourvu par un DAT
	59 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou	Chef de la cellule "Analyse,		Pourvu par un DAT

		APAE	des licenciements économiques" au service mutations économiques		
	59 - UD Nord Valencienne s	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable service emploi et insertion professionnelle		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	75 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de cabinet attaché à la Directrice régionale - SV		Pourvu en DT
	75 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Chargé de mission restructurations		Non pourvu
	75 - UD Paris	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général	HAZIZA Jacky	DRH (APAE)
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département Economie et territoire		La CFDT a voté pour Mme RENUCCI. Arbitrage
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département insertion professionnelle		Non pourvu
	75 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au chef du département politiques de l'emploi - chef de la mission d'appui transversal	BOUNAIX Magali	DIRECCTE IDF - UD 92 (APAE)
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Expert juridique QVT et dialogue social		Non pourvu
DIRECCTE Nouvelle - Aquitaine	33 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable RH - SV		Poste retiré

DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de service emploi		Non pourvu
	31 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Chef d'unité stratégie régionale de l'emploi		Non pourvu
	82 - UD Tarn-et-Garonne	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au RUD Emploi		Non pourvu
D O M	972 - DIECCTE Martinique	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Contrôle de gestion, études et communication - SV		Non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	Attaché principal ou DAT ou IT au TA ou Contractuel	Responsable du service FSE	BLANCHER Sebastien	Ministère des Outre-Mer (APAE détaché)
Administration Centrale	DGT - CT 2	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu
	DGT - RT 1	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu

Point n° 12 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
BARON Corinne	SPM	DSI	01/05/2017	BIEP 42658

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
MEYRUEIX François-Charles	Ministère des Finances	DSS	01/05/2017	

Point n° 13 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat – Pour info

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
RICHARD TAUSSAC Valérie	DDCSPP de l' Yonne	DDCSPP de Loire Atlantique	01/05/2017	

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 3 (AAEHC)

Point n° 14 : Examen des mutations des attachés d'administration de l'Etat Hors classe dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	INTEFP Marcy l'Etoile	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des RH		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu
DIRECCTE Auvergne-Rhone-Alpes	69 - DIRECCTE	DT ou DAT au TA ou AAHC	Directeur des affaires juridiques		Non pourvu
Institut National du Travail de l'Emploi et de la FP	INTEFP Marcy	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des ressources humaines		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports

CAP DES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES

DU 26 AVRIL 2017

Depuis les élections de décembre 2014, la CFDT siège pour l'ensemble des grades d'attaché d'administration de l'Etat de la CAP.

Contactez les représentants de votre grade pour que votre corps d'appartenance et votre dossier soit défendu !

VOS REPRESENTANTS CFDT :

GRADE	NOM	AFFECTATION	Titulaire / Suppléant
Hors Classe	MENDES DA COSTA Maurice maurice.mendes@social.gouv.fr	DRH	Titulaire
Hors Classe	LIDUENA Bernard bernard.liduen@sg.social.gouv.fr	DICOM	Suppléant
Attaché Principal	CASTAGNO Thierry thierry.castagno@social.gouv.fr	DGCS	Titulaire
Attaché Principal	CHAMBON Cédric cedric.chambon@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Auvergne- Rhône-Alpes	Suppléant
Attachée	GALABRUN Emeline emeline.galabrun@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Occitanie	Titulaire
Attaché	L'HOMEL Stéphane stephane.lhomel@sg.social.gouv.fr	DFAS	Suppléant

La commission est présidée par M. Yvon BRUN.

Les organisations syndicales représentatives des attachés, CFDT CGT et UNSA s'associent pour une déclaration liminaire commune de revendications, malheureusement déjà exprimées lors des dernières CAP :

1. La Doctrine d'emploi du corps des attachés :

Les attachés des ministères sociaux sont des cadres généralistes et/ou spécialistes pouvant exercer tant des fonctions supports que sur le champ des politiques publiques.

Les parcours professionnels des attachés sont actuellement particulièrement difficiles à construire, par l'absence de gestion des carrières par l'Administration. Nombreux sont les attachés principaux qui cherchent un poste avec des débouchés intéressants suite à la réussite au principalat, que ce soit en Centrale comme en Services Déconcentrés. Nombreux sont également les attachés qui souhaitent pouvoir exercer des missions valorisables lors du passage de l'examen professionnel du grade d'attaché principal.

L'administration avait annoncé il y a un peu plus d'un an, un travail en cours sur la doctrine d'emploi par Mme Ingrid FAURE. Les organisations syndicales demandent l'obtention des travaux effectués et la projection d'applications d'une future doctrine d'emploi pour permettre la projection et le déroulement de réelles carrières pour les attachés.

2. Les Conseillers d'Administration des Affaires Sociales (CAS)

Une des pistes envisageables pour la construction de parcours professionnels des attachés serait de permettre aux attachés et attachés principaux de nos ministères d'accéder au statut d'emploi de conseiller d'administration des affaires sociales, en service déconcentré comme en AC. Nous demandons donc l'ouverture et la saturation des emplois existants, voire l'extension du nombre de ces emplois, et la définition de critères de sélection clairs.

Sur ce sujet aussi, vous nous avez déjà dit travailler sur un état des lieux et sur la définition de critères. Pouvez-vous nous donner le résultat de ces travaux ?

3. Le RIFSEEP :

C'est non sans surprise que les organisations syndicales vous avertissent des recours à venir (qui seront soutenues) et qui s'ajouteront à ceux en cours, pour les générations d'attachés 2010, 2011, 2012 et 2013 du ministère du travail, sacrifiées en termes de régime indemnitaire.

Nous leur lançons par la présente déclaration un appel à se signaler auprès de nous.

Ces générations ayant connus l'application de la PFR à 80 % du régime indemnitaire précédent et plusieurs vagues d'enveloppes indemnitaires très faibles se retrouvent au même montant indemnitaire IFSE que les nouveaux entrants.

La PFR prévoyait pourtant la reconnaissance de l'expérience professionnelle avec un passage en bloc 2 induisant une augmentation maximale de 1500 euros annuel du montant indemnitaire.

L'administration déjà interrogée sur rattrapage potentiel d'injustices s'est retranchée derrière des attributions indemnitaires du bloc 2, individuelles et sans critères communs correspondant à la définition d'expérience.

Autant dire que les mesure mise en œuvre jusqu'alors, ne serait-ce que par principe d'équité de traitement sont profondément inéquitables.

Et l'administration en pleine conscience de cette iniquité indique lors du Comité Technique ministériel reconvoqué du 19 Avril 2017 que les agents rentrés au plus tard le 31/12/2013 et qui au 01/01/2016 n'ont pas connu de mobilité fonctionnelle ou géographique depuis 3 ans ou plus pourront bénéficier d'un réexamen de leur IFSE... (effectué en 2017).

Les agents ayant signé leur fiche de repositionnement induit par la réforme territoriale ne seraient pas concernés.

Le montant moyen de revalorisation éventuelle de l'IFSE des agents pré identifiés serait alors de 300 Euros annuel.

Les syndicats sont outrés par le manque de reconnaissance induit par le niveau du montant proposé et le préjudice indemnitaire subit par une réforme qui n'est pas de leur fait.

Ce montant est inférieur à toutes les revalorisations prévues par la circulaire du RIFSEEP (changement de groupe ascendant, changement de grade...) La PFR laissait entrevoir un potentiel de 1500 €.

Les organisations syndicales sont également outrées par la méthode opaque de pré identification relative au réexamen.

Les organisations syndicales vous demandent instamment de revaloriser automatiquement les primes des attachés des générations 2010, 2011, 2012 et 2013 dans les services du ministère du travail et ceux d'un montant minimum de 1500 euros annuel.

Enfin, dans un autre domaine les organisations syndicales réitèrent, pour le prochain avis de vacances de postes, l'intégration du groupe de classement sur les fiches de postes à paraître et la demande d'obtention d'information sur le classement des attachés dans les différents groupe et ceux par service.

Réponses de la DRH et position de la

La doctrine d'emploi doit être réfléchi en lien avec les emplois de CAS, qui sont l'urgence pour la DRH. Un fait certain est que beaucoup de postes à statut d'emploi de CAS restent non ouverts. Sur cette question, la DRH s'interroge sur la localisation des postes CAS et sur les affectations des hors classe sur des emplois de CAS.

Une cartographie est en cours de construction en lien avec les services RH de proximité, avec une réponse attendue pour le 10 mai. Les emplois de CAS seraient une voie possible plutôt pour les APAE car les hors classe sont déjà au même niveau. A terme une liste nationale des emplois sera publiée et aura vocation à évoluer. Elle prendra davantage en compte les services déconcentrés puisque le nombre d'attachés augmente dans ces structures.

Suite à la dernière CAP, la DRH a transmis à la DGAFP une demande de modification de l'arrêté définissant les conditions d'accès au grade à accès fonctionnel d'attaché hors classe. L'objectif est l'ouverture à un plus grand nombre d'agents.

Pour la Cfdt, la doctrine d'emploi est importante car elle doit favoriser la construction de parcours professionnel pour les attachés. Le problème n'est pas simplement d'ouvrir la hors classe au plus grand nombre d'attachés, même si la CFDT approuve, mais surtout de permettre aux attachés principaux d'évoluer vers des fonctions correspondant à leur grade lorsqu'ils accèdent au principalat, ce qui ensuite leur permettra d'envisager la hors classe ou le tour extérieur d'administrateur civil.

Dans le cas des attachés une doctrine d'emploi viserait également la réaffirmation du statut du corps qui indique que les métiers des attachés sont non seulement sur les fonctions supports mais également sur le champ des politiques publiques. Sur ce même grade enfin les risques psychosociaux induits par des postes restés vacants pour des raisons « d'ambiance de service » ne serait pas non plus proposés aux jeunes sortants de l'IRA.

La Cfdt demande à la DRH la nomination d'un chef de projet pour travailler sur la doctrine d'emploi et la constitution d'un groupe de travail avec un planning de travail avec un début avant la fin de l'année 2017.

Sur le RIFSEEP :

L'administration répond que les générations d'attachés 2010, 2011, 2012, 2013 ont connu des années creuse de versement indemnitaire par rapport au versement des générations précédentes. Elle met pour autant de côté les générations 2010 rentrées avant la mise en place de la PFR.

L'administration affirme que le régime précédent étant inscrit dans le passé, c'est maintenant l'IFSE qui pourra porter, non une revalorisation, mais un réexamen des montants indemnitaires de ces générations.

L'administration précise que, selon elle, aucun préjudice n'est créé car tous les agents bénéficieront d'un réexamen au bout de 3 ans sans mobilité.

Enfin, la demande de communication de cartographie des classements par groupe et par service de l'IFSE est à nouveau notée...

La Cfdt: exprime à nouveau son opposition au texte ministériel de gestion pris qui est un frein à la mobilité par cette condition de 3 ans et de poste définitif et va examiner la possibilité de faire remonter l'information de ces freins à la DGAFP.

L'administration oppose une fin de non-recevoir aux organisations syndicales quant à leur demande et propose d'étudier au cas par cas les recours hiérarchiques.

La Cfdt: sera donc également le relais bienveillant avec conseil de ses référents sur le sujet RIFSEEP lors de toutes les demandes des agents.

NB : La future notification du classement en groupe étant un acte administratif, elle pourra être le point de départ de tout recours.

La Cfdt: , sidérée par une normalisation de l'iniquité en matière de reconnaissance de l'expérience et de légitimation de frein à la mobilité de la part de l'administration, va également transmettre par voie hiérarchique un argumentaire indiquant en quoi et dans quel cas cette iniquité est réelle pour les attachés et les autres corps concernés dans nos ministères.

Sur la mobilité:

L'administration précise qu'un projet de bourse ministérielle est en cours de construction à l'instar de la BIAC, en plus de la BIEP, sur la base d'un espace ministériel réservé.

Ce projet initialement interne pourrait être rattaché à un projet de la DGAFP qui garantirait toutefois un temps et espace dédiés aux mutations internes de chaque ministère avant d'ouvrir potentiellement l'information à l'interministériel. Un travail préalable reste à être mené : un travail d'harmonisation entre les différentes procédures des ministères. Ce travail préalable devant tenir compte des procédures calendaires et de nature des différents corps l'administration ne peut pas encore donner un calendrier de réalisation d'une bourse ministérielle.

La Cfdt: demande un groupe de travail sur le thème avant la fin de l'année.

ASSEMBLEE PLENIERE (LES 3 GRADES)

Point n° 1 : Examen des titularisations dans le corps des AAE

Liste des titularisations de lauréats du concours AAE Sauvadet pour l'année 2015 :

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
ACHIBA Fouad	Agence du service civique	18/03/2017
AiT SAïD Youssef	DRDJSCS Hauts-de-France	18/03/2017
BENOIT Marie-Elodie	DFAS	18/03/2017
BERARD Christelle	DIRECCTE de NORMANDIE	18/03/2017
CARREAU Yann	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
COLLEAUX Magali	ARS BRETAGNE	18/03/2017
DECROIX Michael	DIRECCTE Hauts-de-France - UT 59	18/03/2017
FLORENTINY Marie Gilberte	ARS Martinique	18/03/2017
HADJOU Alice	CREPS PACA	18/03/2017
HAURIE Laurent	MNC	01/02/2017
HUBERT Amandine	DJEPVA	18/03/2017
LOUHIBI Leïla	DDCS 72	18/03/2017
MARCHEIX Cécile	ARS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
MARTAIL Audrey	EHESP	18/03/2017
MIZERET Sylvie	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
NAHMANI Nadège	CLEISS	18/03/2017
PEREIRA Gilles	DRH	18/03/2017
PORET Béatrice	DRDJSCS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
ROMANSKI Sylvie	INSEP	18/03/2017
SAGET Vanina	DRJSCS Corse	18/03/2017
THIAM Binta	DDCS 75	18/01/2017
VOLPINI Letizia	CLEISS	28/03/2017

MM. HAURIE et THIAM sont lauréats du concours SAUVADET 2014.

Titularisations au titre de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
FONBAUSTIER Anne-Laure	DRH	01/03/2017
LUCY Rose-Marie	SDFE-DDCSPP 40	01/02/2017

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 1 (AAE + APAE)

Point n° 2 : Examen du tableau d'avancement complémentaire au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au titre de l'année 2017 (choix + examen professionnel).

Suite à l'examen professionnel 2017, sont promus au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
ALIN-LAURIAT, Anaïs	DIRECCTE Hauts-de-France
AVENEL, Marie	DARES
BARBIER, Guénaëlle	DIRECCTE Bretagne-UD29
BARDIN, Nadine	ARS Occitanie
BARRAU, Aurore	DIRECCTE Occitanie
BEGRAND, Marie	DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté-UD21
BOSSUET, CHANTAL	INTEFP
BOURGOIN, Jean-Pierre	ARS Guyane
BRAHIC, Olivier	Direction générale de la santé
BRIERE, Carmen	ARS Grand Est
CAHEN, Juliette	Direction générale de la santé
CHARUAU, Solène	Administration centrale
COMPAIN, Johan	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
COZ, Caroline	Direction de la sécurité sociale
CULOT, Juliette	DIRECCTE Hauts-de-France

DEANA, Sabine	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur-UD13
DEROTTE, Amélie	ARS Grand Est
DUFOUR, Lucie	Direction générale de l'offre de soins
EL HARCHI, Nora	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
EL MISSAOUI, Fatima	DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
FROUDIERE, Pascal	Direction générale de la cohésion sociale
GIRARD CALMELS Françoise	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
GUEGAN, Magali	Cabinet des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
GUILLOU, Virginie	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
HASSAN, Virginie	Mission Insertion des jeunes
HIMELFARB, Natacha	DDCS des Alpes-Maritimes
HOUSSIN, Johan	DRDJSCS Pays de la Loire
JACQUES, Elisabeth	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
JARLES Sylvie	DIRECCTE CENTRE UT 36
JEAN-CHARLES, Pascal	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
KLUCZYNSKI, Patrick	Bureau international santé et protection sociale
LABICHE, Véronique	Unité départementale de la Manche
LE MINOR, Sandrine	Accès & droit au logement
LE MORVAN, Hélène	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
LECHEVIN, Corinne	DIRECCTE Ile-de-France-UD95
LESCOURANT, Régine	Direction des finances, des achats et des services
LOIRE, Joel	DJSCS La Réunion
LOZANO, Fabienne	DIRECCTE Grand Est
MARTIN, Camille	Direction générale de la cohésion sociale
MEQUIN, Priscille	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
MILLON, Hélène	DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes-UD73
MUNOZ, David	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur

OTTAVJ, Sandrine	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
UDIN François	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
PEMBA-MARINE, Cédric	Direction ressources humaines
PERETTI, Irene	DRJSCS Corse
PEYRAS, Géraldine	Institut national de travail, de l'emploi et de la formation prof
PIERRET, Stéphanie	Direction générale de l'offre de soins
RAKOTONDRIAMIHARY, Gidhèle	Direction générale de la santé
ROBERT, Séverine	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
RUE, Virginie	DIRECCTE Ile-de-France-UD94
SACHE, Cécile	Direction de la sécurité sociale
SCHMITT, Celine	Administration centrale
SCHWEITZER Claire	DIRECCTE Pays de la Loire-UD49
SEDDIKI, Smaïne	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
SPECQUE, Olivier	DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais Picardie-UD62
TAYMI, Salima	ARS Bretagne
UNAL-CANITROT, Emmanuelle	Direction ressources humaines
VAILLANT, Elisabeth	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
VASSEUR, Mathilde	DIRECCTE Hauts-de-France
VILDEY, Sophie	Unité départementale de la Manche
ZOUANE, Najat	DIRECCTE Bretagne

L'examen professionnel était ouvert pour 62 postes et 62 promotions sont prononcées.

Pour la promotion au choix, 333 attachés sont promouvables au choix pour 27 postes ouverts seulement. 48% de ces attachés sont en administration centrale, 26% en DIRECCTE, 16% en DRJSCS ou DDCS et 10% en ARS. L'administration a établi des critères de sélection pour objectiver ses propositions:

- 3 points : si encadrement
- 2 points : haut niveau d'expertise
- 2 points : mobilité fonctionnelle ou géographique sur toute la carrière
- 2 points : entrée dans le corps par voie de concours, sinon attribution de 1 point
- 1 point : si l'agent a tenté de passer l'examen professionnel

CR CFDT de la CAP des attachés d'administration des affaires sociales du 26 avril 2017

Néanmoins, la  se refuse à limiter ses propositions aux seuls critères de l'administration et étudie chaque demande de soutien au regard du parcours de l'agent.

Les attachés promus au principalat au choix :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
BAILE Sylvie	DICOM
BENUFFE Lucien	DRH
BOURDONADA Sylviane	DARES
BRAHMI Kadija	DGEF
CAREL Annie Claude	DGT
DUVAL Catherine	DGS
DURAND Luc	DTAS / DGT
FLEURY Bertin	DFAS
MERTENS Cyril	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
PITON Matthieu	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
RABUEL Dominique	DS
TRUFFY Chantal	Division des Cabinets
CHERY RENE-AUBIN Claudia	ARS Guyane
RAES Pascal	ARS Océan Indien
SIHLE Christiane	ARS Centre Val de Loire
CESARI Jean Pierre	DRJSCS Corse
CHAMPROBERT Sylvie	DRJSCS Guadeloupe
DUMOTIER Christian	DRJSCS Hauts de France
GARBE Veronique	DRJSCS Grand Est
LABORDE Colette	DRJSCS Occitanie
PANICO MIALON Dominique	DTAS / DRJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
CLEMENT Christine	DIRECCTE Hauts de France
LE QUERRE Roseline	DIRECCTE Corse
OLIVIER Laurence	DIRECCTE Normandie

PAVION Dominique	DIRECCTE Pays de Loire
ROE PAILLER Rose Marie	DIRECCTE Occitanie
WOIRET Isabelle	DIRECCTE Grand Est

La CFDT a demandé un nouvel examen des dossiers de Marielle ANGLEROT et Hervé PECARRERE.

La CFDT s'est étonnée que certaines grandes directions régionales (DIRECCTE et ARS), ainsi que la DSI, ne proposent aucun agent, ce qui est certainement préjudiciable à la motivation des agents.

Point n° 3 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat.

NOM – PRENOM	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
LE ROHELLEC Alexandra	DDCS de l'Yonne	Personnel direction établissmt	DDCS de l'Yonne	En poste	
FANTHOU Florence	DRH / SD2B	Ingénieur d'études	SD2B		
BENNE Aurélie	Département du Vaucluse	attachée territoriale	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP
BOURGOIGNON Aurélie	Conseil régional Nlle Aquitaine	attachée territoriale	Délégation dép, droits des femmes	01/05/2017	
DA GRACA Elisabeth	Conseil régional IDF	attachée territoriale	DGEFP	01/03/2017	BIEAC 3367
DIALLO Cheik Tidane	Ministère Education nationale	Ingénieur d'études de l'EN	DREES	02/05/2017	BIEAC 3618
EVARD Laetitia	Ministère Education nationale	Ingénieure d'études 2 classe	DSS	01/02/2017	BIEAC 3419
HASSANALY AKBARALY Choelle	CCAS de Champigny Sur Marne	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	01/06/2017	BIEP 2016-47586
HOIBIAN Justine	CH intercommunal Robert Ballanger	attachée hospitalier	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP 2016 - 57801
LECLERC Carole	MDPG- CD de Seine Saint Denis	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	06/03/2017	BIEP 2016 - 52977
LECOMTE Julie	DDT Eure et Loir	Ingénieur agriculture	DGS	01/05/2017	BIEP 2016 - 12728
LEON Celine	Conseil départemental seine Saint denis	Attaché territorial	Service droits des femmes et égalité	01/05/2017	BIEP

MARTIN Marie	CDEF	AA hospitalière	DGS	01/05/2017	BIEP / BIEAC
PENAUD Alexis	CIG	attachée territoriale	DAJ	01/03/2017	BIEP
RENAUX Olivier	CD de l'Aisne	Attaché territorial	ARS des Hauts de France	01/05/2017	BIEP 58923
TAUGOURDAU -JAN Marie Anne	Ministère de l'éducation nationale	Ingénieur d'étude	DIRECCTE		BIEP 60986
VANDEWYNCKE LE Olivier	EDUCATION NATIONALE	Ingénieur d'étude	DGS	15/03/2017	BIEP 53650 BIEAC 3395

La Cfdt a voté Pour le détachement de Mireille GRANZOTTO, Raphaëlle STARK et Eric BOUVERGNES, actuellement en poste en DDCS.

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La Cfdt constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 4 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat après détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
COZ Caroline	DSS	AAE	DSS	01/02/2017
BRAVACCINI Florence	Région Picardie	Attaché territorial	CNITAAT	01/01/2017
DILLENSCHNEIDER Emilie	Académie de Créteil	Prof certifié	DDCS de l'Allier	19/04/2017
GIRARD CALMELS Françoise	Ecole nationale supérieure sapeurs pompiers	AAE	ARS PACA	16/04/2017

JESOP Sulla	DRJSCS d'Ile-de-France	AAE	DRJSCS d'Ile-de-France	01/07/2017
MARTIN Camille	Université Paris Descartes	AAE	DGCS	01/05/2017
NICOLLE Laurence	ARS Ile-de-France	AAE	ARS Ile--de-France	27/04/2017
TIENVROT Flavie	DJEPVA	Ingénieur d'études	INJEP	01/05/2017
VIALAT Stéphanie	Ministère de l'agriculture	ingénieure d'études	DGEFP	01/05/2017

Point n° 5 : Examen des demandes de mutation des attachés d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail.

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation
DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes	42 - UD Loire	AAE ou IT	CDET	BOULARAN Séverine	DIRECCTE Occitanie - UD 48
	73 - UD Savoie	AAE ou IT	CDET		non pourvu, 2 candidats
	69 – DIRECCTE En infra	AAE ou IT	Chargé de projets alternance et politique de la ville	DUVAL Clément	DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes - UD 43
DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	25 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé de mission expertise RH - SV		Poste retiré
	25 - UD Doubs	1 - IT 2 - AAE	Responsable SAR et renseignements		Poste retiré
	25 - UD Doubs	AAE ou IT	CDET à Montbéliard		non pourvu
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	AAE ou IT	CDET - SV		non pourvu
	56 - UD Morbihan Infrarégional	AAE ou IT	CDET		non pourvu

DIRECCTE Centre Val de Loire	18 - UD Cher	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	45 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé d'études et d'évaluation		La CFDT a voté contre un détachement, car un candidat attaché, donc arbitrage
	45 - DIRECCTE	AAE ou IT	Responsable SRC		Poste retiré
DIRECCTE Corse	2A - DIRECCTE Corse - UR	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Grand Est	88 - UD Vosges	AAE ou IT	CDET	LANDAIS Thierry	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
	51 - UD Marne Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	67 - UD Bas-Rhin Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Hauts de France	80 - UD Somme	AAE ou IT	Responsable IAE		non pourvu
DIRECCTE Ile de France	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission service FSE - 4 postes		non pourvus
	92 - UD Hauts-de- Seine	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint- Denis	AAE ou IT	Pilotage opérationnel de dispositif au service mutations économiques	DUPOMMIE R- ROUILLAR D Elsa	Ministère de l'Equipement

	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Département des politiques de l'emploi – E2C et VAE		non pourvu
	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission développement de l'emploi et des territoires - Handicap		non pourvu
	75 - UD Paris	AAE ou IT	Responsable du service insertion par l'économie		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint-Denis	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission GPEC et appui RH (Pole 3E)		non pourvu
DIRECCTE Nouvelle Aquitaine	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Insertion emploi		non pourvu
	33 - UD Gironde	AAE ou IT	CDET - 2 postes		non pourvu
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - à Limoges	SOUBRIER Chantal	Rectorat de l'académie de Limoges
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - SV		Pourvu par IT
	24 - UD Dordogne	AAE ou IT	CDET	JARDIN Sylvie	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré

	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé d'études		Pourvu par IT
DOM	974 - DIECCTE Réunion	AAE ou IT	Agent de contrôle SRC	DELVIN Raymond	DJSCS Mayotte
	972 - DIECCTE Martinique	AAE ou IT	Chef du SRC		non pourvu
		AAE ou IT	Responsable insertion professionnelle et IAE	GYSELINC K Hélène	DIRECCTE IDF - UD 92
		AAE ou IT	Responsable service jeunes		non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	AAE ou IT	chargé de mission appui RH-TPE		non pourvu
		AAE ou IT ou Contractuel	chargé de mission suivi de l'exécution et contrôle interne FSE	PLAZE Brigitte	Détaché Ministère Agriculture
		AAE ou IT ou Contractuel	Chargé de mission mutations économiques "volet offensif"		non pourvu
	974 - DIECCTE Mayotte	AAE ou IT	Chargé de mission jeunes	QUERAN Guy Hervé	DIRECCTE Normandie - UD Orne
INTEFP	INTEFP	AAE ou IT	Responsable de projet Formations statutaires - préparations concours - SV		non pourvu

Point n° 6 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat

Nom – Prénom	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
ALLAIN Patricia	Ministère de l'éducation nationale	ARS Normandie	18/04/2017	BIEP 57556
DUBOC Roseline	Ministère Outres-Mers	DGS conseiller outre mer	15/04/2017	BIEP 27830
DUVILLE Louisiane	Ministère de l'Intérieur	DRH / BRAGH	01/01/2017	BIEP
FILATRIAU Stéphane	SGAR Hauts de France	ARS Martinique chargé dev RH	01/05/2017	BIEP 58116
IMPE Fabienne	Ministère de l'éducation nationale	DFAS Marchés publics	01/04/2017	BIEP
MARTIN Caroline	Ministère Education nationale	DJEPVA chargé d'info jeunesse	01/03/2017	BIEP 52389
MARTY Claire	Ministère Education nationale	DS	01/04/2017	BIEP
SCHAEFFER Véronique	Ministère de l'environnement	DGCS	01/07/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés de nos ministères pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La , la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps pour GUERNIC Jean-Michel, affecté à la DRH à compter du 1^{er} juillet 2017.

Point n° 7 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat (pour information)

Nom, Prénom	Affectation actuelle	Affectation demandée	Date d'affectation
ARQUILLIERE Charlotte	DGEFP	ARS GRAND EST	01/03/2017

Point n° 8 : Examen des recours.

La  a soutenu trois collègues ayant formé un recours devant la CAP pour des comptes rendus d'entretien professionnel et une demande de télétravail refusée. Nous consulter.

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 2 (APAE + AAHC)

Point n° 9 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Nom - Prénom	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
BERLING Christine	INSERM/Détachement INCA	Ingénieur de recherche	DGS	01/05/2017	BIEP
DERLYN Yann	conseil régional Hauts de France	APAE	DRDFE Hauts de France	06/06/2017	BIEP 52645
DUTREY Marie-Amélie	Conseil régional IDF	directrice territoriale	DGEFP	01/042017	BIEP 58282
FEUILLATRE Benoît	Est Ensemble Grand Paris	Directeur territorial	INJA	15/02/2017	BIEP
POURNOT Marine	CNG (Maison de retraite inter. de Fontenay s/Bois)	Directrice d'établissmt sanitaire soc	DRH /SD1D	01/03/2017	BIEP 57575
ZIMMER Pierre	Département de l'Essonne	Conseiller principal des activités physiques et sportives	Direction des sports	01/03/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

La  constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités

et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 10 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat suite à détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
SAVINA Marielle	DDCS des Yvelines	Attachée territoriale	DDCS des Yvelines	01/02/2017

Point n° 11 : Examen des demandes de mutation des attachés principaux d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes	69 - DIRECCTE	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Responsable des ressources humaines	VADEAU DUCHER Marie-Cécile	DGS (APAE)
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Adjoint Emploi - SV		Pourvu par IT au tableau
	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable Mutécos - SCT - SV		Poste retiré
DIRECCTE Centre Val De Loire	45 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable SRC		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	80 - UD Somme	DT ou DAT au TA ou AAHC ou APAE	Directeur adjoint "pôle emploi insertion"		Non pourvu
	59 - DIRECCTE	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Adjoint au responsable régional des RH		Pourvu par un DAT
	59 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou	Chef de la cellule "Analyse,		Pourvu par un DAT

		APAE	des licenciements économiques" au service mutations économiques		
	59 - UD Nord Valencienne s	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable service emploi et insertion professionnelle		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	75 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de cabinet attaché à la Directrice régionale - SV		Pourvu en DT
	75 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Chargé de mission restructurations		Non pourvu
	75 - UD Paris	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général	HAZIZA Jacky	DRH (APAE)
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département Economie et territoire		La CFDT a voté pour Mme RENUCCI. Arbitrage
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département insertion professionnelle		Non pourvu
	75 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au chef du département politiques de l'emploi - chef de la mission d'appui transversal	BOUNAIX Magali	DIRECCTE IDF - UD 92 (APAE)
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Expert juridique QVT et dialogue social		Non pourvu
DIRECCTE Nouvelle - Aquitaine	33 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable RH - SV		Poste retiré

DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de service emploi		Non pourvu
	31 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Chef d'unité stratégie régionale de l'emploi		Non pourvu
	82 - UD Tarn-et-Garonne	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au RUD Emploi		Non pourvu
D O M	972 - DIECCTE Martinique	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Contrôle de gestion, études et communication - SV		Non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	Attaché principal ou DAT ou IT au TA ou Contractuel	Responsable du service FSE	BLANCHER Sebastien	Ministère des Outre-Mer (APAE détaché)
Administration Centrale	DGT - CT 2	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu
	DGT - RT 1	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu

Point n° 12 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
BARON Corinne	SPM	DSI	01/05/2017	BIEP 42658

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
MEYRUEIX François-Charles	Ministère des Finances	DSS	01/05/2017	

Point n° 13 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat – Pour info

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
RICHARD TAUSSAC Valérie	DDCSPP de l' Yonne	DDCSPP de Loire Atlantique	01/05/2017	

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 3 (AAEHC)

Point n° 14 : Examen des mutations des attachés d'administration de l'Etat Hors classe dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	INTEFP Marcy l'Etoile	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des RH		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu
DIRECCTE Auvergne-Rhone-Alpes	69 - DIRECCTE	DT ou DAT au TA ou AAHC	Directeur des affaires juridiques		Non pourvu
Institut National du Travail de l'Emploi et de la FP	INTEFP Marcy	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des ressources humaines		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports

CAP DES ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES SOCIALES

DU 26 AVRIL 2017

Depuis les élections de décembre 2014, la CFDT siège pour l'ensemble des grades d'attaché d'administration de l'Etat de la CAP.

Contactez les représentants de votre grade pour que votre corps d'appartenance et votre dossier soit défendu !

VOS REPRESENTANTS CFDT :

GRADE	NOM	AFFECTATION	Titulaire / Suppléant
Hors Classe	MENDES DA COSTA Maurice maurice.mendes@social.gouv.fr	DRH	Titulaire
Hors Classe	LIDUENA Bernard bernard.liduen@sg.social.gouv.fr	DICOM	Suppléant
Attaché Principal	CASTAGNO Thierry thierry.castagno@social.gouv.fr	DGCS	Titulaire
Attaché Principal	CHAMBON Cédric cedric.chambon@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Auvergne- Rhône-Alpes	Suppléant
Attachée	GALABRUN Emeline emeline.galabrun@direccte.gouv.fr	DIRECCTE Occitanie	Titulaire
Attaché	L'HOMEL Stéphane stephane.lhomel@sg.social.gouv.fr	DFAS	Suppléant

La commission est présidée par M. Yvon BRUN.

Les organisations syndicales représentatives des attachés, CFDT CGT et UNSA s'associent pour une déclaration liminaire commune de revendications, malheureusement déjà exprimées lors des dernières CAP :

1. La Doctrine d'emploi du corps des attachés :

Les attachés des ministères sociaux sont des cadres généralistes et/ou spécialistes pouvant exercer tant des fonctions supports que sur le champ des politiques publiques.

Les parcours professionnels des attachés sont actuellement particulièrement difficiles à construire, par l'absence de gestion des carrières par l'Administration. Nombreux sont les attachés principaux qui cherchent un poste avec des débouchés intéressants suite à la réussite au principalat, que ce soit en Centrale comme en Services Déconcentrés. Nombreux sont également les attachés qui souhaitent pouvoir exercer des missions valorisables lors du passage de l'examen professionnel du grade d'attaché principal.

L'administration avait annoncé il y a un peu plus d'un an, un travail en cours sur la doctrine d'emploi par Mme Ingrid FAURE. Les organisations syndicales demandent l'obtention des travaux effectués et la projection d'applications d'une future doctrine d'emploi pour permettre la projection et le déroulement de réelles carrières pour les attachés.

2. Les Conseillers d'Administration des Affaires Sociales (CAS)

Une des pistes envisageables pour la construction de parcours professionnels des attachés serait de permettre aux attachés et attachés principaux de nos ministères d'accéder au statut d'emploi de conseiller d'administration des affaires sociales, en service déconcentré comme en AC. Nous demandons donc l'ouverture et la saturation des emplois existants, voire l'extension du nombre de ces emplois, et la définition de critères de sélection clairs.

Sur ce sujet aussi, vous nous avez déjà dit travailler sur un état des lieux et sur la définition de critères. Pouvez-vous nous donner le résultat de ces travaux ?

3. Le RIFSEEP :

C'est non sans surprise que les organisations syndicales vous avertissent des recours à venir (qui seront soutenues) et qui s'ajouteront à ceux en cours, pour les générations d'attachés 2010, 2011, 2012 et 2013 du ministère du travail, sacrifiées en termes de régime indemnitaire.

Nous leur lançons par la présente déclaration un appel à se signaler auprès de nous.

Ces générations ayant connus l'application de la PFR à 80 % du régime indemnitaire précédent et plusieurs vagues d'enveloppes indemnitaires très faibles se retrouvent au même montant indemnitaire IFSE que les nouveaux entrants.

La PFR prévoyait pourtant la reconnaissance de l'expérience professionnelle avec un passage en bloc 2 induisant une augmentation maximale de 1500 euros annuel du montant indemnitaire.

L'administration déjà interrogée sur rattrapage potentiel d'injustices s'est retranchée derrière des attributions indemnitaires du bloc 2, individuelles et sans critères communs correspondant à la définition d'expérience.

Autant dire que les mesure mise en œuvre jusqu'alors, ne serait-ce que par principe d'équité de traitement sont profondément inéquitables.

Et l'administration en pleine conscience de cette iniquité indique lors du Comité Technique ministériel reconvoqué du 19 Avril 2017 que les agents rentrés au plus tard le 31/12/2013 et qui au 01/01/2016 n'ont pas connu de mobilité fonctionnelle ou géographique depuis 3 ans ou plus pourront bénéficier d'un réexamen de leur IFSE... (effectué en 2017).

Les agents ayant signé leur fiche de repositionnement induit par la réforme territoriale ne seraient pas concernés.

Le montant moyen de revalorisation éventuelle de l'IFSE des agents pré identifiés serait alors de 300 Euros annuel.

Les syndicats sont outrés par le manque de reconnaissance induit par le niveau du montant proposé et le préjudice indemnitaire subit par une réforme qui n'est pas de leur fait.

Ce montant est inférieur à toutes les revalorisations prévues par la circulaire du RIFSEEP (changement de groupe ascendant, changement de grade...) La PFR laissait entrevoir un potentiel de 1500 €.

Les organisations syndicales sont également outrées par la méthode opaque de pré identification relative au réexamen.

Les organisations syndicales vous demandent instamment de revaloriser automatiquement les primes des attachés des générations 2010, 2011, 2012 et 2013 dans les services du ministère du travail et ceux d'un montant minimum de 1500 euros annuel.

Enfin, dans un autre domaine les organisations syndicales réitèrent, pour le prochain avis de vacances de postes, l'intégration du groupe de classement sur les fiches de postes à paraître et la demande d'obtention d'information sur le classement des attachés dans les différents groupe et ceux par service.

Réponses de la DRH et position de la

La doctrine d'emploi doit être réfléchi en lien avec les emplois de CAS, qui sont l'urgence pour la DRH. Un fait certain est que beaucoup de postes à statut d'emploi de CAS restent non ouverts. Sur cette question, la DRH s'interroge sur la localisation des postes CAS et sur les affectations des hors classe sur des emplois de CAS.

Une cartographie est en cours de construction en lien avec les services RH de proximité, avec une réponse attendue pour le 10 mai. Les emplois de CAS seraient une voie possible plutôt pour les APAE car les hors classe sont déjà au même niveau. A terme une liste nationale des emplois sera publiée et aura vocation à évoluer. Elle prendra davantage en compte les services déconcentrés puisque le nombre d'attachés augmente dans ces structures.

Suite à la dernière CAP, la DRH a transmis à la DGAFP une demande de modification de l'arrêté définissant les conditions d'accès au grade à accès fonctionnel d'attaché hors classe. L'objectif est l'ouverture à un plus grand nombre d'agents.

Pour la Cfdt, la doctrine d'emploi est importante car elle doit favoriser la construction de parcours professionnel pour les attachés. Le problème n'est pas simplement d'ouvrir la hors classe au plus grand nombre d'attachés, même si la CFDT approuve, mais surtout de permettre aux attachés principaux d'évoluer vers des fonctions correspondant à leur grade lorsqu'ils accèdent au principalat, ce qui ensuite leur permettra d'envisager la hors classe ou le tour extérieur d'administrateur civil.

Dans le cas des attachés une doctrine d'emploi viserait également la réaffirmation du statut du corps qui indique que les métiers des attachés sont non seulement sur les fonctions supports mais également sur le champ des politiques publiques. Sur ce même grade enfin les risques psychosociaux induits par des postes restés vacants pour des raisons « d'ambiance de service » ne serait pas non plus proposés aux jeunes sortants de l'IRA.

La Cfdt demande à la DRH la nomination d'un chef de projet pour travailler sur la doctrine d'emploi et la constitution d'un groupe de travail avec un planning de travail avec un début avant la fin de l'année 2017.

Sur le RIFSEEP :

L'administration répond que les générations d'attachés 2010, 2011, 2012, 2013 ont connu des années creuse de versement indemnitaire par rapport au versement des générations précédentes. Elle met pour autant de côté les générations 2010 rentrées avant la mise en place de la PFR.

L'administration affirme que le régime précédent étant inscrit dans le passé, c'est maintenant l'IFSE qui pourra porter, non une revalorisation, mais un réexamen des montants indemnitaires de ces générations.

L'administration précise que, selon elle, aucun préjudice n'est créé car tous les agents bénéficieront d'un réexamen au bout de 3 ans sans mobilité.

Enfin, la demande de communication de cartographie des classements par groupe et par service de l'IFSE est à nouveau notée...

La Cfdt: exprime à nouveau son opposition au texte ministériel de gestion pris qui est un frein à la mobilité par cette condition de 3 ans et de poste définitif et va examiner la possibilité de faire remonter l'information de ces freins à la DGAFP.

L'administration oppose une fin de non-recevoir aux organisations syndicales quant à leur demande et propose d'étudier au cas par cas les recours hiérarchiques.

La Cfdt: sera donc également le relais bienveillant avec conseil de ses référents sur le sujet RIFSEEP lors de toutes les demandes des agents.

NB : La future notification du classement en groupe étant un acte administratif, elle pourra être le point de départ de tout recours.

La Cfdt: , sidérée par une normalisation de l'iniquité en matière de reconnaissance de l'expérience et de légitimation de frein à la mobilité de la part de l'administration, va également transmettre par voie hiérarchique un argumentaire indiquant en quoi et dans quel cas cette iniquité est réelle pour les attachés et les autres corps concernés dans nos ministères.

Sur la mobilité:

L'administration précise qu'un projet de bourse ministérielle est en cours de construction à l'instar de la BIAC, en plus de la BIEP, sur la base d'un espace ministériel réservé.

Ce projet initialement interne pourrait être rattaché à un projet de la DGAFP qui garantirait toutefois un temps et espace dédiés aux mutations internes de chaque ministère avant d'ouvrir potentiellement l'information à l'interministériel. Un travail préalable reste à être mené : un travail d'harmonisation entre les différentes procédures des ministères. Ce travail préalable devant tenir compte des procédures calendaires et de nature des différents corps l'administration ne peut pas encore donner un calendrier de réalisation d'une bourse ministérielle.

La Cfdt: demande un groupe de travail sur le thème avant la fin de l'année.

ASSEMBLEE PLENIERE (LES 3 GRADES)

Point n° 1 : Examen des titularisations dans le corps des AAE

Liste des titularisations de lauréats du concours AAE Sauvadet pour l'année 2015 :

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
ACHIBA Fouad	Agence du service civique	18/03/2017
AiT SAïD Youssef	DRDJSCS Hauts-de-France	18/03/2017
BENOIT Marie-Elodie	DFAS	18/03/2017
BERARD Christelle	DIRECCTE de NORMANDIE	18/03/2017
CARREAU Yann	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
COLLEAUX Magali	ARS BRETAGNE	18/03/2017
DECROIX Michael	DIRECCTE Hauts-de-France - UT 59	18/03/2017
FLORENTINY Marie Gilberte	ARS Martinique	18/03/2017
HADJOU Alice	CREPS PACA	18/03/2017
HAURIE Laurent	MNC	01/02/2017
HUBERT Amandine	DJEPVA	18/03/2017
LOUHIBI Leïla	DDCS 72	18/03/2017
MARCHEIX Cécile	ARS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
MARTAIL Audrey	EHESP	18/03/2017
MIZERET Sylvie	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	18/03/2017
NAHMANI Nadège	CLEISS	18/03/2017
PEREIRA Gilles	DRH	18/03/2017
PORET Béatrice	DRDJSCS Nouvelle Aquitaine	18/03/2017
ROMANSKI Sylvie	INSEP	18/03/2017
SAGET Vanina	DRJSCS Corse	18/03/2017
THIAM Binta	DDCS 75	18/01/2017
VOLPINI Letizia	CLEISS	28/03/2017

MM. HAURIE et THIAM sont lauréats du concours SAUVADET 2014.

Titularisations au titre de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Nom Prénom	Affectation	Date titularisation
FONBAUSTIER Anne-Laure	DRH	01/03/2017
LUCY Rose-Marie	SDFE-DDCSPP 40	01/02/2017

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 1 (AAE + APAE)

Point n° 2 : Examen du tableau d'avancement complémentaire au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat au titre de l'année 2017 (choix + examen professionnel).

Suite à l'examen professionnel 2017, sont promus au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
ALIN-LAURIAT, Anaïs	DIRECCTE Hauts-de-France
AVENEL, Marie	DARES
BARBIER, Guénaëlle	DIRECCTE Bretagne-UD29
BARDIN, Nadine	ARS Occitanie
BARRAU, Aurore	DIRECCTE Occitanie
BEGRAND, Marie	DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté-UD21
BOSSUET, CHANTAL	INTEFP
BOURGOIN, Jean-Pierre	ARS Guyane
BRAHIC, Olivier	Direction générale de la santé
BRIERE, Carmen	ARS Grand Est
CAHEN, Juliette	Direction générale de la santé
CHARUAU, Solène	Administration centrale
COMPAIN, Johan	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
COZ, Caroline	Direction de la sécurité sociale
CULOT, Juliette	DIRECCTE Hauts-de-France

DEANA, Sabine	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur-UD13
DEROTTE, Amélie	ARS Grand Est
DUFOUR, Lucie	Direction générale de l'offre de soins
EL HARCHI, Nora	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
EL MISSAOUI, Fatima	DRDJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
FROUDIERE, Pascal	Direction générale de la cohésion sociale
GIRARD CALMELS Françoise	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
GUEGAN, Magali	Cabinet des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes
GUILLOU, Virginie	DRDJSCS Nouvelle-Aquitaine
HASSAN, Virginie	Mission Insertion des jeunes
HIMELFARB, Natacha	DDCS des Alpes-Maritimes
HOUSSIN, Johan	DRDJSCS Pays de la Loire
JACQUES, Elisabeth	ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur
JARLES Sylvie	DIRECCTE CENTRE UT 36
JEAN-CHARLES, Pascal	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
KLUCZYNSKI, Patrick	Bureau international santé et protection sociale
LABICHE, Véronique	Unité départementale de la Manche
LE MINOR, Sandrine	Accès & droit au logement
LE MORVAN, Hélène	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
LECHEVIN, Corinne	DIRECCTE Ile-de-France-UD95
LESCOURANT, Régine	Direction des finances, des achats et des services
LOIRE, Joel	DJSCS La Réunion
LOZANO, Fabienne	DIRECCTE Grand Est
MARTIN, Camille	Direction générale de la cohésion sociale
MEQUIN, Priscille	DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine
MILLON, Hélène	DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes-UD73
MUNOZ, David	DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur

OTTAVJ, Sandrine	Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
UDIN François	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
PEMBA-MARINE, Cédric	Direction ressources humaines
PERETTI, Irene	DRJSCS Corse
PEYRAS, Géraldine	Institut national de travail, de l'emploi et de la formation prof
PIERRET, Stéphanie	Direction générale de l'offre de soins
RAKOTONDRIAMIHARY, Gidhèle	Direction générale de la santé
ROBERT, Séverine	DIRECCTE Alsace Champagne-Ardenne Lorraine-UD57
RUE, Virginie	DIRECCTE Ile-de-France-UD94
SACHE, Cécile	Direction de la sécurité sociale
SCHMITT, Celine	Administration centrale
SCHWEITZER Claire	DIRECCTE Pays de la Loire-UD49
SEDDIKI, Smaïne	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
SPECQUE, Olivier	DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais Picardie-UD62
TAYMI, Salima	ARS Bretagne
UNAL-CANITROT, Emmanuelle	Direction ressources humaines
VAILLANT, Elisabeth	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
VASSEUR, Mathilde	DIRECCTE Hauts-de-France
VILDEY, Sophie	Unité départementale de la Manche
ZOUANE, Najat	DIRECCTE Bretagne

L'examen professionnel était ouvert pour 62 postes et 62 promotions sont prononcées.

Pour la promotion au choix, 333 attachés sont promouvables au choix pour 27 postes ouverts seulement. 48% de ces attachés sont en administration centrale, 26% en DIRECCTE, 16% en DRJSCS ou DDCS et 10% en ARS. L'administration a établi des critères de sélection pour objectiver ses propositions:

- 3 points : si encadrement
- 2 points : haut niveau d'expertise
- 2 points : mobilité fonctionnelle ou géographique sur toute la carrière
- 2 points : entrée dans le corps par voie de concours, sinon attribution de 1 point
- 1 point : si l'agent a tenté de passer l'examen professionnel

CR CFDT de la CAP des attachés d'administration des affaires sociales du 26 avril 2017

Néanmoins, la  se refuse à limiter ses propositions aux seuls critères de l'administration et étudie chaque demande de soutien au regard du parcours de l'agent.

Les attachés promus au principalat au choix :

NOM – PRENOM	AFFECTATION
BAILE Sylvie	DICOM
BENUFFE Lucien	DRH
BOURDONADA Sylviane	DARES
BRAHMI Kadija	DGEF
CAREL Annie Claude	DGT
DUVAL Catherine	DGS
DURAND Luc	DTAS / DGT
FLEURY Bertin	DFAS
MERTENS Cyril	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
PITON Matthieu	Cabinet Ministre Ville, jeunesse et sport
RABUEL Dominique	DS
TRUFFY Chantal	Division des Cabinets
CHERY RENE-AUBIN Claudia	ARS Guyane
RAES Pascal	ARS Océan Indien
SIHLE Christiane	ARS Centre Val de Loire
CESARI Jean Pierre	DRJSCS Corse
CHAMPROBERT Sylvie	DRJSCS Guadeloupe
DUMOTIER Christian	DRJSCS Hauts de France
GARBE Veronique	DRJSCS Grand Est
LABORDE Colette	DRJSCS Occitanie
PANICO MIALON Dominique	DTAS / DRJSCS Auvergne-Rhône-Alpes
CLEMENT Christine	DIRECCTE Hauts de France
LE QUERRE Roseline	DIRECCTE Corse
OLIVIER Laurence	DIRECCTE Normandie

PAVION Dominique	DIRECCTE Pays de Loire
ROE PAILLER Rose Marie	DIRECCTE Occitanie
WOIRET Isabelle	DIRECCTE Grand Est

La CFDT a demandé un nouvel examen des dossiers de Marielle ANGLEROT et Hervé PECARRERE.

La CFDT s'est étonnée que certaines grandes directions régionales (DIRECCTE et ARS), ainsi que la DSI, ne proposent aucun agent, ce qui est certainement préjudiciable à la motivation des agents.

Point n° 3 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat.

NOM – PRENOM	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
LE ROHELLEC Alexandra	DDCS de l'Yonne	Personnel direction établissmt	DDCS de l'Yonne	En poste	
FANTHOU Florence	DRH / SD2B	Ingénieur d'études	SD2B		
BENNE Aurélie	Département du Vaucluse	attachée territoriale	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP
BOURGOIGNON Aurélie	Conseil régional Nlle Aquitaine	attachée territoriale	Délégation dép, droits des femmes	01/05/2017	
DA GRACA Elisabeth	Conseil régional IDF	attachée territoriale	DGEFP	01/03/2017	BIEAC 3367
DIALLO Cheik Tidane	Ministère Education nationale	Ingénieur d'études de l'EN	DREES	02/05/2017	BIEAC 3618
EVARD Laetitia	Ministère Education nationale	Ingénieure d'études 2 classe	DSS	01/02/2017	BIEAC 3419
HASSANALY AKBARALY Choelle	CCAS de Champigny Sur Marne	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	01/06/2017	BIEP 2016-47586
HOIBIAN Justine	CH intercommunal Robert Ballanger	attachée hospitalier	ARS Occitanie	01/04/2017	BIEP 2016 - 57801
LECLERC Carole	MDPG- CD de Seine Saint Denis	Attaché territorial	ARS Ile-de-France	06/03/2017	BIEP 2016 - 52977
LECOMTE Julie	DDT Eure et Loir	Ingénieur agriculture	DGS	01/05/2017	BIEP 2016 - 12728
LEON Celine	Conseil départemental seine Saint denis	Attaché territorial	Service droits des femmes et égalité	01/05/2017	BIEP

MARTIN Marie	CDEF	AA hospitalière	DGS	01/05/2017	BIEP / BIEAC
PENAUD Alexis	CIG	attachée territoriale	DAJ	01/03/2017	BIEP
RENAUX Olivier	CD de l'Aisne	Attaché territorial	ARS des Hauts de France	01/05/2017	BIEP 58923
TAUGOURDAU -JAN Marie Anne	Ministère de l'éducation nationale	Ingénieur d'étude	DIRECCTE		BIEP 60986
VANDEWYNCKE LE Olivier	EDUCATION NATIONALE	Ingénieur d'étude	DGS	15/03/2017	BIEP 53650 BIEAC 3395

La  a voté Pour le détachement de Mireille GRANZOTTO, Raphaëlle STARK et Eric BOUVERGNES, actuellement en poste en DDCS.

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La  constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 4 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché d'administration de l'Etat après détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
COZ Caroline	DSS	AAE	DSS	01/02/2017
BRAVACCINI Florence	Région Picardie	Attaché territorial	CNITAAT	01/01/2017
DILLENSCHNEIDER Emilie	Académie de Créteil	Prof certifié	DDCS de l'Allier	19/04/2017
GIRARD CALMELS Françoise	Ecole nationale supérieure sapeurs pompiers	AAE	ARS PACA	16/04/2017

JESOP Sulla	DRJSCS d'Ile-de-France	AAE	DRJSCS d'Ile-de-France	01/07/2017
MARTIN Camille	Université Paris Descartes	AAE	DGCS	01/05/2017
NICOLLE Laurence	ARS Ile-de-France	AAE	ARS Ile--de-France	27/04/2017
TIENVROT Flavie	DJEPVA	Ingénieur d'études	INJEP	01/05/2017
VIALAT Stéphanie	Ministère de l'agriculture	ingénieure d'études	DGEFP	01/05/2017

Point n° 5 : Examen des demandes de mutation des attachés d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail.

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation
DIRECCTE Auvergne Rhône Alpes	42 - UD Loire	AAE ou IT	CDET	BOULARAN Séverine	DIRECCTE Occitanie - UD 48
	73 - UD Savoie	AAE ou IT	CDET		non pourvu, 2 candidats
	69 – DIRECCTE En infra	AAE ou IT	Chargé de projets alternance et politique de la ville	DUVAL Clément	DIRECCTE Auvergne Rhône-Alpes - UD 43
DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté	25 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé de mission expertise RH - SV		Poste retiré
	25 - UD Doubs	1 - IT 2 - AAE	Responsable SAR et renseignements		Poste retiré
	25 - UD Doubs	AAE ou IT	CDET à Montbéliard		non pourvu
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	AAE ou IT	CDET - SV		non pourvu
	56 - UD Morbihan Infrarégional	AAE ou IT	CDET		non pourvu

DIRECCTE Centre Val de Loire	18 - UD Cher	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	45 - DIRECCTE	1 - AAE 2 - IT	Chargé d'études et d'évaluation		La CFDT a voté contre un détachement, car un candidat attaché, donc arbitrage
	45 - DIRECCTE	AAE ou IT	Responsable SRC		Poste retiré
DIRECCTE Corse	2A - DIRECCTE Corse - UR	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Grand Est	88 - UD Vosges	AAE ou IT	CDET	LANDAIS Thierry	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
	51 - UD Marne Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	67 - UD Bas-Rhin Infra régional	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Hauts de France	80 - UD Somme	AAE ou IT	Responsable IAE		non pourvu
DIRECCTE Ile de France	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission service FSE - 4 postes		non pourvus
	92 - UD Hauts-de- Seine	AAE ou IT	CDET		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint- Denis	AAE ou IT	Pilotage opérationnel de dispositif au service mutations économiques	DUPOMMIE R- ROUILLAR D Elsa	Ministère de l'Equipement

	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Département des politiques de l'emploi – E2C et VAE		non pourvu
	75 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission développement de l'emploi et des territoires - Handicap		non pourvu
	75 - UD Paris	AAE ou IT	Responsable du service insertion par l'économie		non pourvu
	93 - UD Seine-Saint-Denis	AAE ou IT	CDET		non pourvu
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission GPEC et appui RH (Pole 3E)		non pourvu
DIRECCTE Nouvelle Aquitaine	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission Insertion emploi		non pourvu
	33 - UD Gironde	AAE ou IT	CDET - 2 postes		non pourvu
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - à Limoges	SOUBRIER Chantal	Rectorat de l'académie de Limoges
	33 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission FSE - SV		Pourvu par IT
	24 - UD Dordogne	AAE ou IT	CDET	JARDIN Sylvie	DIRECCTE Nouvelle Aquitaine
DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré

	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé de mission emploi à Montpellier - SV		Poste retiré
	31 - DIRECCTE	AAE ou IT	Chargé d'études		Pourvu par IT
DOM	974 - DIECCTE Réunion	AAE ou IT	Agent de contrôle SRC	DELVIN Raymond	DJSCS Mayotte
	972 - DIECCTE Martinique	AAE ou IT	Chef du SRC		non pourvu
		AAE ou IT	Responsable insertion professionnelle et IAE	GYSELINC K Hélène	DIRECCTE IDF - UD 92
		AAE ou IT	Responsable service jeunes		non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	AAE ou IT	chargé de mission appui RH-TPE		non pourvu
		AAE ou IT ou Contractuel	chargé de mission suivi de l'exécution et contrôle interne FSE	PLAZE Brigitte	Détaché Ministère Agriculture
		AAE ou IT ou Contractuel	Chargé de mission mutations économiques "volet offensif"		non pourvu
	974 - DIECCTE Mayotte	AAE ou IT	Chargé de mission jeunes	QUERAN Guy Hervé	DIRECCTE Normandie - UD Orne
INTEFP	INTEFP	AAE ou IT	Responsable de projet Formations statutaires - préparations concours - SV		non pourvu

Point n° 6 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat

Nom – Prénom	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
ALLAIN Patricia	Ministère de l'éducation nationale	ARS Normandie	18/04/2017	BIEP 57556
DUBOC Roseline	Ministère Outres-Mers	DGS conseiller outre mer	15/04/2017	BIEP 27830
DUVILLE Louisiane	Ministère de l'Intérieur	DRH / BRAGH	01/01/2017	BIEP
FILATRIAU Stéphane	SGAR Hauts de France	ARS Martinique chargé dev RH	01/05/2017	BIEP 58116
IMPE Fabienne	Ministère de l'éducation nationale	DFAS Marchés publics	01/04/2017	BIEP
MARTIN Caroline	Ministère Education nationale	DJEPVA chargé d'info jeunesse	01/03/2017	BIEP 52389
MARTY Claire	Ministère Education nationale	DS	01/04/2017	BIEP
SCHAEFFER Véronique	Ministère de l'environnement	DGCS	01/07/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés de nos ministères pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La , la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps pour GUERNIC Jean-Michel, affecté à la DRH à compter du 1^{er} juillet 2017.

Point n° 7 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché d'administration de l'Etat (pour information)

Nom, Prénom	Affectation actuelle	Affectation demandée	Date d'affectation
ARQUILLIERE Charlotte	DGEFP	ARS GRAND EST	01/03/2017

Point n° 8 : Examen des recours.

La  a soutenu trois collègues ayant formé un recours devant la CAP pour des comptes rendus d'entretien professionnel et une demande de télétravail refusée. Nous consulter.

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 2 (APAE + AAHC)

Point n° 9 : Examen des demandes d'accueil en détachement dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

Nom - Prénom	Administration d'origine	Grade d'origine	Affectation prévue	Date de prise de fonctions	Poste Publié
BERLING Christine	INSERM/Détachement INCA	Ingénieur de recherche	DGS	01/05/2017	BIEP
DERLYN Yann	conseil régional Hauts de France	APAE	DRDFE Hauts de France	06/06/2017	BIEP 52645
DUTREY Marie-Amélie	Conseil régional IDF	directrice territoriale	DGEFP	01/042017	BIEP 58282
FEUILLATRE Benoît	Est Ensemble Grand Paris	Directeur territorial	INJA	15/02/2017	BIEP
POURNOT Marine	CNG (Maison de retraite inter. de Fontenay s/Bois)	Directrice d'établissmt sanitaire soc	DRH /SD1D	01/03/2017	BIEP 57575
ZIMMER Pierre	Département de l'Essonne	Conseiller principal des activités physiques et sportives	Direction des sports	01/03/2017	BIEP

L'Administration demande des mobilités aux attachés pour construire des carrières mais préfère recruter des agents extérieurs immédiatement opérationnels. La CFDT a demandé à quoi servait la formation continue...

La CFDT, la CGT et l'UNSA ont voté contre les détachements sur des postes également demandés par des attachés des affaires sociales, écartés selon la DRH car « n'ayant pas le profil », sans pour autant remettre en cause la valeur professionnelle des candidats externes retenus.

La  constate que trop souvent les mobilités fonctionnelles sont refusées aux attachés car ils ne seraient pas immédiatement opérationnels. De ce fait, les parcours professionnels des attachés des ministères sociaux se trouvent limités

et leurs possibilités d'évolution également. Les attachés sont statutairement des cadres généralistes et donc adaptables par la formation continue à tous les métiers dits administratifs.

Point n° 10 : Examen des demandes d'intégration dans le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat suite à détachement.

Noms - Prénoms	Structure d'origine	Corps d'origine	Direction d'affectation	Date effet
SAVINA Marielle	DDCS des Yvelines	Attachée territoriale	DDCS des Yvelines	01/02/2017

Point n° 11 : Examen des demandes de mutation des attachés principaux d'administration de l'Etat dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes	69 - DIRECCTE	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Responsable des ressources humaines	VADEAU DUCHER Marie-Cécile	DGS (APAE)
DIRECCTE Bretagne	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Adjoint Emploi - SV		Pourvu par IT au tableau
	22 - UD Côtes d'Armor	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable Mutécos - SCT - SV		Poste retiré
DIRECCTE Centre Val De Loire	45 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable SRC		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	80 - UD Somme	DT ou DAT au TA ou AAHC ou APAE	Directeur adjoint "pôle emploi insertion"		Non pourvu
	59 - DIRECCTE	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Adjoint au responsable régional des RH		Pourvu par un DAT
	59 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou	Chef de la cellule "Analyse,		Pourvu par un DAT

		APAE	des licenciements économiques" au service mutations économiques		
	59 - UD Nord Valencienne s	DAT ou IT au TA ou APAE	Responsable service emploi et insertion professionnelle		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	75 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de cabinet attaché à la Directrice régionale - SV		Pourvu en DT
	75 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Chargé de mission restructurations		Non pourvu
	75 - UD Paris	1 - AAHC ou APAE 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général	HAZIZA Jacky	DRH (APAE)
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département Economie et territoire		La CFDT a voté pour Mme RENUCCI. Arbitrage
	92 - UD Hauts-de-Seine	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable du département insertion professionnelle		Non pourvu
	75 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au chef du département politiques de l'emploi - chef de la mission d'appui transversal	BOUNAIX Magali	DIRECCTE IDF - UD 92 (APAE)
DIRECCTE Normandie	76 - DIRECCTE	DAT ou IT au TA ou APAE	Expert juridique QVT et dialogue social		Non pourvu
DIRECCTE Nouvelle - Aquitaine	33 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Responsable RH - SV		Poste retiré

DIRECCTE Occitanie	31 - DIRECCTE	AAHC ou APAE ou DT ou DAT au TA	Chef de service emploi		Non pourvu
	31 - DIRECCTE	APAE ou DAT ou IT au TA	Chef d'unité stratégie régionale de l'emploi		Non pourvu
	82 - UD Tarn-et-Garonne	APAE ou DAT ou IT au TA	Adjoint au RUD Emploi		Non pourvu
D O M	972 - DIECCTE Martinique	1 - APAE 2 - DAT ou IT au TA	Contrôle de gestion, études et communication - SV		Non pourvu
	973 - DIECCTE Guyane	Attaché principal ou DAT ou IT au TA ou Contractuel	Responsable du service FSE	BLANCHER Sebastien	Ministère des Outre-Mer (APAE détaché)
Administration Centrale	DGT - CT 2	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu
	DGT - RT 1	DT ou DAT au TA ou APAE	Adjoint au chef du bureau		Non pourvu

Point n° 12 : Examen des mouvements effectués dans le cadre du corps interministériel à gestion ministérielle (CIGEM) pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
BARON Corinne	SPM	DSI	01/05/2017	BIEP 42658

Droit d'option - Décret n° 2013-876 du 30 septembre 2013 relatif à l'intégration de seize corps ministériels dans le corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat et à l'ouverture de recrutements réservés dans ce corps

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
MEYRUEIX François-Charles	Ministère des Finances	DSS	01/05/2017	

Point n° 13 : Examen des mutations avec changement de résidence pour le grade d'attaché principal d'administration de l'Etat – Pour info

NOM - PRENOM	Administration d'origine	Affectation	Date d'effet	Publication
RICHARD TAUSSAC Valérie	DDCSPP de l' Yonne	DDCSPP de Loire Atlantique	01/05/2017	

ASSEMBLEE RESTREINTE N° 3 (AAEHC)

Point n° 14 : Examen des mutations des attachés d'administration de l'Etat Hors classe dans le cadre du mouvement secteur travail

REGION	SERVICES	GRADE	Affectation prévue	Nom Prénom	Affectation et observation
Institut National du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	INTEFP Marcy l'Etoile	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des RH		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu
DIRECCTE Auvergne-Rhone-Alpes	69 - DIRECCTE	DT ou DAT au TA ou AAHC	Directeur des affaires juridiques		Non pourvu
Institut National du Travail de l'Emploi et de la FP	INTEFP Marcy	DT ou DAT au tableau ou AAHC	Délégué à l'innovation et au développement		Non pourvu
DIRECCTE Hauts-De-France	59 - DIRECCTE	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Responsable régional des ressources humaines		Non pourvu
DIRECCTE Ile De France	93 - UD Seine-Saint-Denis	1 - AAHC 2 - DT ou DAT au TA	Secrétaire général		Non pourvu